

# Défendons le climat et la justice sociale

**Crise environnementale, crise économique, crise sociale.**

**Tout se conjugue pour illustrer les impasses d'un modèle de développement productiviste et destructeur.**

**Il est urgent d'agir et de lutter pour un autre monde, un autre développement !**

**Mobilisons-nous  
8 DÉCEMBRE 18h00  
Zone piétonne du Mont-Blanc**

**Avec le soutien de :** Action Populaire contre la Mondialisation (APCM), Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM), L'autre syndicat, CONTRATOM, Comité du Forum Social Lémanique (FSL), Gauche anticapitaliste, Marche mondiale des femmes (GE), Les socialistes (PSG), solidaritéS, Syndicat paysan Uniterre, Les Verts (GE), LCR (Haute-Savoie) et Comité du «Nouveau parti anticapitaliste» / NPA (Genevois/Haute-Savoie), Union Nationale Lycéenne 74 (Haute Savoie)...

**La profonde crise économique et sociale dans laquelle nous nous enfonçons ne doit pas nous faire oublier une autre crise aux effets extrêmement graves et irréversibles: celle de l'écologie et du climat avec ses conséquences immenses sur les habitantes et habitants de notre planète. Elles ont de nombreux points communs.**

Les crises économique et climatique sont toutes deux provoquées par un système sans contrôle démocratique, orienté vers l'accumulation de profits pour une petite minorité. Un système pour qui profits privés ont toujours rimé avec pollutions publiques et qui, par exemple, a délocalisé une énorme partie de la production pour profiter de bas salaires et d'une quasi-absence de normes sociales et environnementales. Il a sacrifié de nombreux emplois et l'agriculture locale tout en démultipliant les transports de marchandises qui mettent aujourd'hui en danger la planète. La souveraineté alimentaire est une alternative claire des mouvements paysans puisqu'elle relocalise la production permettant aussi de produire en fonction des écosystèmes et des conditions socio-économiques.

Les privilégiés qui tirent profit de tout cela comptent sur les finances publiques pour payer les pots cassés: pour répondre à la débâcle financière et à la récession, les autorités à leurs ordres ont ainsi décidé d'injecter des centaines de milliards pour renflouer les banques aux frais de la population, alors qu'elles réduisent les prestations sociales et ne font rien pour l'emploi. De même, elles entendent faire payer les mesures qu'elles devront prendre pour lutter contre le réchauffement climatique par les pauvres du Nord et du Sud.

En outre, la crise financière et économique va servir d'excuse aux pays riches pour mettre dans le placard les timides engagements gouvernementaux pris à Kyoto, tant en ce qui concerne la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du Nord (la Pologne et l'Italie l'ont déjà annoncé) que les soutiens au Sud pour l'aider à faire face aux défis de la menace climatique. Nous ne l'acceptons pas!

Pendant trente ans les chantages du libéralisme ont assuré que «les marchés» seuls pouvaient garantir notre prospérité, alors que les inégalités s'accumulaient et que les catastrophes couvaient dans l'ombre. Pendant plus de quinze ans, ils nous ont assuré que les «marchés» (du carbone, des agrocarburants), qui découlent des accords de Kyoto, réduiraient les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau de 1990, alors que ces émissions n'ont cessé d'augmenter. Pire, pour les premières années du siècle, elles ont crû trois fois plus vite que dans les années 1990-99. Il n'est dès lors pas étonnant que les toutes dernières observations scientifiques indiquent que l'évolution du climat suit les scénarios les plus pessimistes du GIEC. Les marchés doivent être réglementés par des normes sociales et environnementales.

Enfin, ni les agrocarburants responsables de déforestation, de l'expulsion violente de nombreux-euses paysan-ne-s du Sud et en grande partie de la crise alimentaire actuelle, ni le nucléaire avec ses réserves d'uranium aussi limitées que le pétrole, ses déchets incontrôlables et ses risques d'accidents terrifiants ne sont des solutions. De surcroît, ils sont responsables de l'émission de quantités non négligeables de gaz à effet de serre.



Les représentants des gouvernements se réuniront du 1<sup>er</sup> au 12 décembre à Poznan (Pologne) pour discuter d'un traité international post-Kyoto, qui devrait être adopté en décembre 2009 à Copenhague. Il faut impérativement que ce traité soit conforme au 4<sup>e</sup> rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat) et limite l'autorisation des émissions de gaz à effet de serre de la manière suivante :

1. pour respecter l'équité, les émissions des pays développés doivent diminuer de 25 à 40% d'ici 2020, et de 80 à 95% d'ici 2050, par rapport au niveau de 1990;
2. les émissions mondiales doivent commencer à diminuer au plus tard en 2015;
3. l'objectif à atteindre en 2050 au niveau mondial est une réduction de 50 à 85%, par rapport à 2000. Ces réductions - très importantes, mais indispensables - doivent être effectuées dans le respect de la justice sociale et des droits démocratiques des populations du Nord comme du Sud. ■

**L'avenir de la planète est une affaire trop importante pour la laisser entre les mains des capitalistes! Pour une société plus juste, il est urgent d'inventer un autre mode de production et de consommation qui rompe avec le productivisme et le consumérisme forcenés et inégalitaires. Pour cela, des mesures concrètes et immédiates sont nécessaires. Pour ne prendre que deux ou trois exemples: des travaux publics d'isolation des immeubles, de développement de modes de transports collectifs, de soutien à l'agriculture de proximité et contre le transport des denrées alimentaires à travers le globe... Non seulement, ces mesures contribueraient à la réduction des émissions de gaz à effet de serre mais elles créeraient aussi des places de travail. C'est par notre détermination que nous pourrions les imposer à celles et ceux qui nous gouvernent.**

Organisation :

**COORDINATION CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE !**

# Appel Climat et Justice sociale

## Changer le monde pas le climat !

**NOUS ne pouvons pas rester les bras ballants alors que la manière de produire et de consommer des pays riches engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens (surtout les plus pauvres), augmentera encore les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.**

Depuis plus de trente ans, les scientifiques mettent en garde contre le réchauffement mais presque rien n'est fait, on continue à foncer dans le mur parce que l'ignorance, l'égoïsme et la soif de profit à court terme s'opposent à l'action collective urgente et nécessaire. Les efforts individuels témoignent d'un réel engagement et d'une prise de conscience de la gravité de la situation, mais ils ne suffisent pas. Nous décidons de nous mobiliser pour que les gouvernements prennent enfin les mesures structurelles radicales qui s'imposent, et pour que ces mesures respectent les principes de justice, d'égalité sociale, de démocratie et de solidarité. Le lancement de cet appel est une première étape.

**«Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» s'inscrit dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux en faveur d'un traité climatique international respectueux de l'environnement, efficace et équitable.**

Un traité respectueux de l'environnement doit respecter les limites de la biosphère et proscrire les technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire. Un traité efficace doit garantir rapidement la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau nécessaire pour que la hausse de température reste inférieure à 2°C par rapport à la période préindustrielle. Un traité équitable doit faire payer la facture aux responsables du gâchis climatique, redistribuer la richesse, tant entre Nord et Sud qu'au sein des sociétés du Nord et du Sud, pour ouvrir la voie à un partage responsable des ressources.

Tout en collaborant avec les autres forces qui mobilisent les citoyens pour la défense du climat, «Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» s'adresse plus particulièrement à la jeunesse, aux femmes, au monde du travail, aux personnes d'origine immigrée, aux réfugié-e-s et aux exclu-e-s: leur participation est la meilleure garantie pour que les préoccupations de justice sociale et d'égalité soient au cœur de la défense du climat.

**«Climat et justice sociale. Changer le monde pas le climat!» vise à rassembler dans la diversité le plus grand nombre possible de citoyen-ne-s décidés à agir pour sauver le climat selon les principes énoncés dans cet appel. Nous sommes conscients du fait que ceux-ci peuvent se concrétiser à travers un large éventail de mesures. Nous revendiquons cette diversité comme une force, et prendrons des initiatives pour que toutes les propositions se réclamant de nos principes fassent l'objet de débats ouverts, stimulants et inventifs.**

### **LA MOBILISATION DES CITOYEN-NE-S ET DE LEURS ORGANISATIONS EST IMPÉRIEUSE !**

C'est pourquoi nous appelons les associations de défense de l'environnement, les syndicats, les associations de solidarité internationale, les partis politiques et les personnes à titre individuel, à nourrir le débat public et à construire ensemble une campagne qui nous permette de nous mobiliser pour ces échéances cruciales, autour du 8 décembre 2008 (journée internationale de mobilisation contre le changement climatique) et en préparation du sommet de Copenhague fin 2009, date à laquelle aura une nouvelle réunion des Nations Unis sur le climat. ■



Cet appel est en cours de signature par de nombreuses organisations et peut également être soutenu par des personnes à titre individuel.

Pour le signer ou pour d'autres infos, contact: [juan.tortosa@sunrise.ch](mailto:juan.tortosa@sunrise.ch)  
076 436 40 83